

## Avis rendu par les élus du CSEC de RT SAS sur le projet de transformation de Renault Trucks SAS

**Le groupe Volvo et la direction de Renault Trucks ont décidé de lancer un projet de transformation de Renault Trucks SAS pour lequel les élus du CSEC sont amenés à se prononcer aujourd'hui.**

Ce projet de restructuration entérine la réduction des activités de Recherche et Développement pour le groupe Volvo en France : Lyon ne sera plus qu'un site d'application.

Au niveau du groupe, le budget R&D nous semble insuffisant pour mener à bien les challenges des nouvelles technologies. L'accord GPEC en place a perdu tout son sens suite à l'annonce des suppressions d'emplois. Il prévoyait une transformation des métiers avec un accompagnement dans le temps. Force est de constater que cet accord n'a pas été respecté.

Si la création dans GTT d'un département Tenders & Government Sales est un moyen efficace de sauvegarder de l'emploi dans l'établissement de Lyon. Beaucoup de questions se posent concernant cette organisation notamment sa pérennité dans le temps.

L'absence de perspectives industrielles pour les sites de fabrications dans ce projet ne compense même pas la disparition annoncée des motorisations thermiques (ex : pas de passage en Euro 7 pour les moteurs 5L et 11L de l'Usine Moteurs).

Certaines décisions ont trouvé leurs justifications par l'effondrement économique dû à la crise sanitaire alors que force est de constater que la reprise est bien plus forte qu'attendue. Certains choix qui auraient pu avoir du sens ne semblent désormais plus judicieux, même inadaptés. Nous regrettons que le Groupe ait refusé de revoir ses objectifs de suppressions de postes.

Au regard de la justification des suppressions de postes à l'usine de Bourg par l'excellence opérationnelle et par la chute des commandes, les élus du CSEC ne peuvent qu'être opposés à ce projet.

La création de la BU Medium Duty par le Groupe est une bonne nouvelle. La BU EMD va permettre de mettre l'accent sur ce segment qui, ces dernières années, avait été délaissé par le Groupe.

Toutefois, nous ne savons rien de la feuille de route et des moyens de développement pour atteindre l'objectif fixé de 5% de rentabilité. Cette incertitude génère entre autre beaucoup d'inquiétude chez les salariés de l'usine de Blainville.

Côté BA, nous sommes satisfaits du virage technologique électrique enfin pris par le Groupe et la marque Renault Trucks : c'est l'avenir. La marque aura besoin de ressources humaines pour développer ses ventes de véhicules propres pour atteindre les objectifs réglementaires et non des réductions de postes qui vont réduire fortement certaines compétences qui s'avèreront encore plus essentielles demain.

**Côté Santé Sécurité et Conditions de Travail**, on nous répète sans arrêt que ce projet de suppression de postes n'aurait aucun impact sur les conditions de travail. Le résultat des expertises démontre l'inverse. La charge de travail sera d'autant plus importante que les postes de consultants ont également été supprimés en parallèle, mais pas le travail en lui-même. Les hypothèses d'activités prévisionnelles sont erronées, sous-estimées, engendrant des risques, mettant d'ores et déjà, avant même la suppression des postes, certaines équipes en tension.

Nous ne parlons même pas de la perte de certaines compétences qui vont rendre des lendemains très compliqués : gare aux risques psychosociaux !

### **Conclusion**

Même si certains aspects du projet semblaient aller pourtant dans le bon sens, tels un accent mis sur le Medium Duty ou encore le développement de la digitalisation, le projet dans sa globalité n'est pas acceptable pour les élus du CSEC.

Il en résulte un manque de clarté sur l'activité industrielle de la plateforme lyonnaise. Aucun budget présenté pour la BU EMD. Quid de l'avenir et donc de la confiance des salariés dans l'entreprise ?

Les élus du CSEC n'ont, à travers ce projet, aucune visibilité sur l'avenir de RT SAS en parallèle de la réduction des coûts et des effectifs.

De plus, à la lumière des avis prononcés dans les CSE et CSSCT impactés, les élus du CSEC se prononcent majoritairement **CONTRE** ce projet et ses incidences sociales ainsi que sur ses incidences en termes de Santé, Sécurité et Conditions de travail.